

Immigration—Loi

Le Canada adopte-t-il une législation qui, en théorie, n'est peut-être pas raciste, mais qui, en pratique, fait que les réfugiés de pays autres que l'Europe de l'Est ont très peu de chances, sinon aucune, de venir s'établir au Canada? Selon moi, c'est là le résultat du projet de loi C-55 sous sa forme actuelle.

A mon avis, la plupart des Canadiens trouveront ces dispositions du projet de loi tout à fait inadmissibles. Ils jugeront que ce n'est pas là ce qu'ils souhaitaient. Les sondages montrent que la plupart des Canadiens veulent que le Canada accepte les véritables réfugiés. Bien entendu, ils refusent qu'on abuse du système. Personne ne le souhaite.

Des problèmes se posent du fait que certaines personnes cherchent à obtenir le statut de réfugié, afin d'entrer au Canada. Mais je répète que si ces gens pouvaient venir passer seulement quelques mois au Canada, et ensuite être renvoyés dans leur pays, on ne manquerait de se le dire au Brésil, au Portugal, en Turquie et dans d'autres endroits où ont été organisées ce qui semblent bien être des supercheries et nous ne reverrions plus ces gens. Ils ne dépenseraient pas toutes les économies d'une vie simplement pour courir le risque de ne passer que deux ou trois mois au Canada. Leurs parents ou leurs amis me manqueraient pas de leur dire qu'ils perdraient leur temps.

Le gouvernement doit tenir compte de l'opinion des groupes d'aide aux immigrants et aux réfugiés qui ont condamné le projet de loi C-55. On ne peut pas se contenter simplement de dire que si ces gens n'avertissent pas les autorités qu'ils sont des réfugiés dès qu'ils mettent les pieds au Canada, il n'auront plus le droit de redemander ce statut. Les réfugiés sont mort de peur. C'est pour cette raison qu'ils ont quitté leur pays d'origine. C'est inacceptable de leur dire de but en blanc qu'ils ne répondent pas aux critères et de les renvoyer ensuite vivre sous le régime qu'ils ont quitté.

C'est un sujet qui suscite bien des passions et bien des préoccupations, mais les Canadiens doivent savoir que le gouvernement se rend coupable de manipulation. Nous sommes prêts, dans notre parti, à prendre des mesures qui permettraient de régler les demandes du statut de réfugié de façon équitable et expéditive. C'est triste de voir que 20 000 personnes font maintenant la queue, mais le gouvernement auraient pu accélérer les choses. Il a eu trois ans pour prévenir la crise actuelle. Si crise il y a maintenant, ce n'est pas la faute des partis de l'opposition, c'est à cause de l'incurie et de l'incompétence du gouvernement conservateur du premier ministre et de ses collègues.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions et commentaires.

M. Crosby: Monsieur le Président, je veux d'abord faire une observation et, ensuite, je poserai une question au député. Je me reporte à ce qu'il a dit au début de son discours quand il a laissé entendre que le gouvernement et sans doute les députés du parti progressiste conservateur poussaient le public canadien à réclamer une loi visant à contrôler l'arrivée de réfugiés au Canada. Je sais que le député est à l'abri des pressions de ce

genre dans sa circonscription d'Ottawa-Centre, mais les habitants de ma propre circonscription d'Halifax-Ouest et des circonscriptions de tous mes collègues où de telles situations se sont présentées m'ont fait savoir que rien n'a poussé les Canadiens à réclamer quoi que ce soit, sauf le fait d'avoir vu 174 personnes entrer illégalement au Canada au mépris de la loi. Voilà ce qui a poussé les Canadiens à accepter cette mesure. Ce ne sont pas les députés du parti progressiste conservateur ni le Parlement.

Nous avons tous été élus à la Chambre pour représenter le peuple et pour participer aux débats. Nous savons que nous allons faire l'objet de certaines critiques. Le député n'a cependant aucune raison d'insulter l'intelligence des Canadiens qui ont très bien compris la situation et qui y ont réagi. Ils ont demandé à leurs députés de rentrer à Ottawa et de faire quelque chose pour rectifier la situation. Ils n'y ont pas été poussés par leurs députés.

Les Canadiens ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose. Cela me consterne que le député ose nier les sentiments des Canadiens, insulter leur intelligence et prétendre qu'ils ont été poussés à réclamer cette mesure. Les Canadiens ont des idées bien arrêtées sur la question et il est ridicule pour le député de le nier et d'insulter l'intelligence des Canadiens.

Je voudrais lui demander si, à son avis, nous devrions autoriser des gens à entrer au Canada comme les 174 Asiatiques en question l'ont fait quand ils sont arrivés en Nouvelle-Écosse. Croit-il que la loi devrait permettre à ces gens de rester au Canada même s'ils n'ont nullement prouvé qu'ils sont des réfugiés authentiques? Est-il d'accord avec la loi actuelle? Veut-il qu'elle soit maintenue? Est-ce pour cela que son parti a proposé de retarder l'étude du projet de loi C-55 de six mois? Est-ce pour cela que son parti voulait que la Chambre des communes retarde l'étude de cette mesure pendant six mois et la relègue aux oubliettes? Les membres de son parti sont-ils d'accord avec la loi actuelle? Veulent-ils vraiment que cette situation puisse se reproduire constamment?

• (1320)

M. Cassidy: Monsieur le Président, je répondrai de façon beaucoup plus calme que le député. Il y a eu un incident du même genre il y a un an au moment de l'arrivée d'un groupe de Tamouls sur la côte de Terre-Neuve en chaloupes de sauvetage. Si le gouvernement se préoccupait autant de la situation à l'époque que le député dit qu'il s'en préoccupe maintenant, il avait tout le temps de présenter une mesure législative à ce sujet.

Le comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration avait proposé un modèle qui, comme je l'ai laissé entendre, satisfaisait tout le monde et aurait permis de statuer rapidement sur le cas des personnes demandant le statut de réfugié.

De plus, le gouvernement avait alors la possibilité de présenter un projet de loi dans la même veine que le projet de loi C-84 pour punir sévèrement les passeurs.